

<http://www.journalmetro.com/linfo/article/554033--registre-des-armes-les-groupes-de-victimes-ne-reussissent-pas-a-suivre-faute-de-moyens--page0>

## Registre des armes : les groupes de victimes ne réussissent pas à suivre, faute de moyens

STÉPHANIE MARIN

**LA PRESSE CANADIENNE**

16 juin 2010 18:25

OTTAWA - Alors que la députée conservatrice Candice Hoepfner transportera cet été son offensive pour le démantèlement du registre des armes à feu dans des circonscriptions néo-démocrates, les groupes de victimes ne réussissent pas à suivre, faute de moyens.

Puisque le vote sur le registre n'aura pas lieu avant l'automne, Mme Hoepfner veut profiter de l'été pour aller à la pêche aux appuis à son projet de loi C-391 pour abolir l'enregistrement des armes d'épaule.

Elle cible plus particulièrement les circonscriptions où des députés néo-démocrates ont appuyé son projet de loi lors de dernier vote parce que ce sont eux qui peuvent faire toute la différence lors du prochain. Elle souhaite que les citoyens de ces comtés fassent pression sur leurs députés pour faire adopter son projet.

Le groupe des diplômés et des étudiants de Polytechnique pour le contrôle des armes et la Coalition pour le contrôle des armes à feu aimeraient bien en faire autant pour convaincre les électeurs et les députés.

Mais ils disent ne pas avoir les moyens d'entreprendre pareilles démarches.

Questionnée sur ses projets pour convaincre ces mêmes députés néo-démocrates, Wendy Cukier, de la Coalition, souligne que les conservateurs ont d'énormes ressources et l'avantage du pouvoir pour obtenir ce qu'ils souhaitent.

«La réalité est que le Parti conservateur du Canada a des fonds illimités et ses alliés dépensent beaucoup d'argent pour des campagnes contre le registre. Nous n'avons pas de tels fonds pour nous balader d'un océan à l'autre. Nous allons par contre continuer de partager les témoignages qui ont été rendus en comité», a-t-elle expliqué.

Mme Hoepfner affirme pour sa part que ses voyages seront peu coûteux, et payés uniquement avec les fonds de son budget de députée.

Malgré leurs visites à Ottawa ce printemps, à la fois pour manifester au parlement et pour faire valoir leur point de vue devant le comité chargé d'étudier le projet de loi, les représentantes des groupes disent ne pas pouvoir faire beaucoup plus, ajoutant ne pas être convaincues d'être écoutées par les électeurs des communautés de l'ouest du pays.

Heidi Rathjen, du groupe de Polytechnique, croit que les corps policiers — qui soutiennent le registre — auront plus d'impact que son groupe pour convaincre les députés du NPD de voter pour maintenir le registre.

Pour sa part, ce sont les députés conservateurs du Québec qu'elle ciblera cet été.

Rappelant que les conservateurs ont vilipendé le chef libéral Michael Ignatieff, qui a l'intention d'imposer à ses troupes de voter en faveur du registre, plutôt que de les laisser suivre les désirs de leurs électeurs, elle estime que les conservateurs font la même chose.

«C'est hypocrite quand Candice Hoepfner parle de démocratie et de représenter le comté, alors que les députés conservateurs n'auront pas le droit de voter pour le registre alors que la très grande majorité des Québécois sont pour le registre», a-t-elle dénoncé, ajoutant du même souffle que «la discipline est forte au parti conservateur».

Quant à deux députés néo-démocrates ciblés par Mme Hoepfner, soit Carol Hughes et Nathan Cullen, ils ne s'inquiètent pas de cette visite estivale.

Ils estiment que les conservateurs ne sont pas sérieux avec le projet de loi C-391 et veulent seulement maintenir une ligne dure envers le registre pour obtenir du financement pour le parti et gagner des votes.

M. Cullen va voter pour le projet de loi de Mme Hoepfner, mais il précise que ses électeurs, propriétaires d'armes à feu, se sentent utilisés par les conservateurs à des fins électorales et qu'ils en ont assez.

Mme Hughes — qui n'a pas encore décidé si elle allait voter en faveur du registre ou non — a indiqué que ses électeurs l'appellent fréquemment au sujet du registre et que peu importe ce que Mme Hoepfner fasse, cela ne va rien changer à leurs opinions.

«Ce ne sont pas les conservateurs qui vont être d'avance dans mon comté», a-t-elle lancé.

Et pour cet été, «si Mme Hoepfner n'a pas d'autres enjeux, tant mieux pour elle, mais nous, dans le nord de l'Ontario, on en a d'autres», a-t-elle ajouté, expliquant être plus préoccupée par les pertes d'emplois et la pauvreté que par le registre.

Quelques députés libéraux risquent aussi d'avoir la visite de Candice Hoepfner, huit d'entre eux ayant voté pour le démantèlement partiel du registre lors du dernier vote.

Mais puisque le chef libéral impose maintenant à ses députés de voter pour maintenir le registre dans son intégralité — contrairement à Jack Layton — ce sont surtout les électeurs des députés néo-démocrates qui sont visés.